

CONFIDENTIEL

モロッコ王国大使館

東京



مملكة المغرب
لها

0396

Tokyo, le 20 mai 2013

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération -Cabinet

Destinataire principal : Cab.2/SG/4

Destinataire CC : DG8/1, DG7/7,

Transmission :

Diffusion : Très Restreinte

Objet : Question Nationale : Activité anti-marocaine de Hirata Ttsuko, Présidente de la JSJA.

REF : M/Es no : 749 du 28 novembre 2012, 240 du 31 mars, 384 du 16 mai 2013, 383 du 17 mai 2013.

P. J : Texte de la déclaration

Copie d'échange de courriel.

Faisant aux correspondances citées en référence, j'ai l'honneur de vous informer que cette Mission a appris que la dénommée Hirata Ttsuko, présidente de l'ONG Japan Sahara Journalist Association (JSJA) qui, après avoir accusé un échec cuisant dans sa démarche, auprès des autorités japonaises, de faire inviter les représentants des séparatistes au sommet de la TICADV prévu les 01, 02 et 03 Juin 2013, a fait circuler auprès des parlementaires japonais une déclaration, dont ci-jointe copie, en vue de la faire signer par les membres des deux chambres du parlement japonais.

Le document en question, vraisemblablement par souci d'en recueillir le maximum de signatures, est rédigé en des termes qui s'apparentent au langage omisien faisant une lecture biaisée de l'avis consultatif de la CIJ de 1975 puis du dernier rapport du Département d'Etat Américain sur les droits de l'homme. Il conclut par une plaidoirie pour «une solution politique au conflit de longue date à travers un référendum démocratique permettant le libre choix de la population du Sahara et contribuant ainsi à l'intégration et la stabilité de la région»

Il convient de signaler que sur l'ensemble des députés et conseillers contactés par l'intéressée, trois membres de la Chambre des Représentants et deux de la Chambre des Conseillers, tous de l'opposition et membres de l'association parlementaire UA-Japon, ont apposé leur signature sur un document ne portant ni l'emblème ni l'entête de l'hémicycle du Japon et qui n'engage que les signataires que cette Mission connaît pour leur appui aux vues des séparatistes.

La dénommée Itsuko Hirata aurait aussi profité du retour de certains députés japonais qui ont assisté à Midrand (Afrique du Sud) le 13 courant, aux élections des membres du parlement panafricain, pour leur présenter ledit document, en coordination avec les séparatistes et les accusations colportées par la dénommée Aminatou Haida au Parlement panafricain.

La démarche de l'intéressée, qui intervient à l'approche de chaque sommet de la TICAD, est une tentative désespérée de se faire racheter auprès de ses acolytes suite du refus catégorique des autorités japonaises d'accéder à sa demande de faire inviter la pseudo-rasd aux réunions de la TICAD. Elle constitue également la preuve tangible des propos mensongers colportés par les séparatistes et leurs acolytes et véhiculés dans les sites d'information des séparatistes.

A cet égard, je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, copie de l'échange de courrier électronique entre le soi-disant Ministre des Affaires Asiatiques de la pseudo-rasd, le dénommé M. Mouloud Saïd et la Présidente de (JSJA).

Cette Mission demeure très vigilante et continue de suivre, avec l'assistance de la ligue parlementaire Japon-Maroc, de très près les agissements des ennemis de notre cause nationale pour contrecarrer leurs plans.

Très haute Considération

L'Ambassadeur

Samir ARROUR



Japanese Members of Parliament

2-2-1 Nagatacho Chiyoda-ku Tokyo Japan

May 20, 2013

Statement on Western Sahara

Considering the Legal opinion of the International Court of Justice of October 16, 1975 which in the case of Western Sahara stated that there were no ties of territorial sovereignty between the territory of the Western Sahara and the Kingdom of Morocco, thus the Court has not found legal ties of such a nature as might affect of resolution 1514 (XV) in the decolonization of Western Sahara, in particular, the principle of self-determination through the free and genuine expression of the peoples of the territory.

Concerned for the reporting by the United States Department of State Country Report on Human Rights of April 19, 2013 about the human rights abuses in the territory of Western Sahara under Moroccan control, reports confirmed by Amnesty International, Human Rights Watch and Robert F. Kennedy Center.

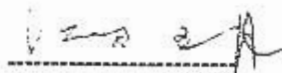
The Members from different parties represented in the Parliament of Japan co-signers of the present statement of concern, support the political solution of this long standing conflict of Western Sahara through a democratic referendum that will allow the people of Western Sahara to freely choose its destiny, which will make possible the regional integration and the stability in the region.

The co-signers support the involvement of the international community in the protection of the human rights of the Sahrawi people.

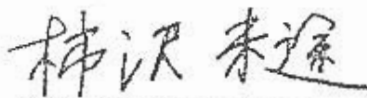
Co-signers:



Yukio UBUKATA
Member of the House of Representatives



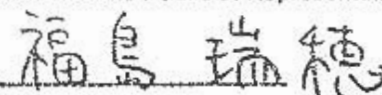
Satsuki EDA
Member of the House of Councillors



Mito KAKIZAWA
Member of the House of Representatives



Akira KASAI
Member of the House of Representatives



Mizuho FUKUSHIMA
Member of the House of Councillors

To: itsuko_hirata@hotmail.com
Subject: greetings
From: smouloud@aol.com
Date: Mon, 13 May 2013 08:33:26 +0000

Dear Itsuko

Hope you are doing well.

Do you have any news regarding the letter from the Parliamentarians? When the sign please let me know so that I can make it public.

All the best
Mouloud

Sent via BlackBerry from T-Mobile